ASSEMBLÉE NATIONALE

13 janvier 2017

ADAPTATION DU CODE MINIER AU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT - (N° 4251)

Tombé

AMENDEMENT

N ° CD243

présenté par

M. Noguès, Mme Abeille, Mme Bonneton, Mme Attard, M. Amirshahi, M. Coronado et
Mme Duflot

ARTICLE 4

Après le mot :

« formalisée »,

rédigier ainsi la fin de l'alinéa 20 :

« ou qu'elles portent sur une technique d'exploration ou d'exploitation non identifiée par cette politique. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cette disposition permet à l'État d'attribuer un permis d'exploration/exploitation en toute légalité, même si son octroi est en contradiction avec la politique nationale des ressources et usages miniers définie par l'État lui-même. L'État organiserait ainsi sa propre impuissance. Cet amendement vise à lui rendre ses prérogatives de puissance publique.